

Stocamine: des déchets toxiques quittent pour la première fois le site
Par Cédric SIMON | AFP – il y a 14 heures



AFP/AFP - Un camion transportant des déchets toxiques quitte le site de Stocamine à Wittelsheim (Haut-Rhin) le 24 novembre 2014
Contenus associés



[Afficher une photo](#)

Un employé de l'usine de stockage Stocamine à Wittelsheim (Haut-Rhin) le 24 novembre 2014



[Afficher une photo](#)

Un container dans l'usine de stockage Stocamine de Wittelsheim (Haut-Rhin) le 24 novembre 2014

Des déchets très toxiques ont quitté lundi, pour la première fois, Stocamine dans le Haut-Rhin, plus de dix ans après la décision de fermer ce site de stockage contesté. Ils vont être restockés en Allemagne, dans une mine pourtant similaire.

Les quelque 18 tonnes de déchets industriels ultimes de "classe 0", les plus toxiques dans la classification officielle, ont été chargées délicatement dans un semi-remorque, protégées par des conteneurs et des surfûts métalliques.

Déstockés ces dernières semaines, ces déchets avaient passé plus de dix ans à plus de 500 mètres sous terre dans des galeries creusées dans le sel, sous un ancien gisement de potasse à Wittelsheim.

Ils "contiennent des produits classifiés arséniés, des polluants majeurs", a expliqué Alain Rollet, liquidateur amiable des mines de potasse d'Alsace (MDPA), qui pilote la fermeture de ce site unique en France.

L'étape de lundi n'est que le début des opérations: la ministre de l'Ecologie, Ségolène Royal, a demandé cet été à l'exploitant de retirer "un maximum de déchets mercuriels et arséniés, soit jusqu'à 93% du mercure contenu". Ce qui correspond à environ 20% des 44.000 tonnes de déchets stockés à Stocamine entre 1999 et 2002.

Le scénario choisi va plus loin que celui retenu fin 2012, qui demandait un retrait d'au moins 56% du mercure. Le gouvernement a en effet voulu tenir compte de la levée de boucliers d'élus locaux et de la population locale, qui dénoncent un risque de contamination de la nappe phréatique.

Ce cap désormais fixé semble marquer la fin d'une décennie d'atermoiements autour de Stocamine. La Cour des comptes a rappelé en juin que l'absence de prise de décision avait déjà coûté 45 millions d'euros aux contribuables.

Ouvert en 1999, Stocamine a été le seul site en France où pouvaient être enfouis des déchets de "classe 0". Il aurait dû contenir à terme 320.000 tonnes de déchets, mais un incendie en 2002 a mis fin à son activité, de toute manière pas rentable.

Restait depuis à décider que faire des déchets entreposés dans les galeries de sel gemme, dont des déchets de "classe 1" (résidus d'incinération et déchets amiantés), et ceux donc, de "classe 0".

Si le gouvernement a tenté de concilier les différents points de vue, le déstockage partiel ne fait pas l'unanimité.

- Une 'aberration' -

"Le point positif, c'est que cela montre qu'il est possible de déstocker des déchets, mais cette histoire est un énorme gâchis", estime Yann Flory, porte-parole de Destocamine, collectif composé d'associations et de syndicats d'anciens mineurs.

Une quinzaine de ses membres ont salué lundi le premier départ de déchets, en brandissant des pancartes appelant au déstockage total. "Aucun expert n'est capable de dire ce que deviendront ces déchets sous terre à long terme", plaide M. Flory.

Quant à M. Rollet, ancien dirigeant des Charbonnages de France, il n'a jamais caché sa préférence pour un confinement total. "C'était de loin le scénario le moins dangereux", dit-il, en rappelant les risques courus par les personnels lors du déstockage.

Les deux parties semblent se rejoindre sur un point: envoyer ces déchets vers la mine de sel de Sondershausen dans le Land de Thuringe, à 600 km de là, peut sembler paradoxal.

"C'est une aberration", estime M. Flory, "même si cela relève du choix des autorités allemandes".

Sondershausen "est une mine de sel à 500 mètres de profondeur. C'est le même type de conditions qu'ici et il y a une nappe phréatique là-bas aussi", selon M. Rollet.

Un responsable du site allemand, présent lundi à Wittelsheim, n'a pas souhaité faire de comparaison entre les deux sites. "Des études ont montré que c'était une bonne solution de

stockage et la population chez nous n'exprime pas de craintes", a dit à l'AFP Thomas Kiessling.

Au rythme actuel, le déstockage partiel de Stocamine pourrait s'étaler jusqu'en 2020. Après ces opérations de déstockage, il faudra confiner les 80% de déchets restants, grâce à des barrages étanches et en coulant du béton dans les galeries vides.